

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N°1113-mardi 16 avril 2024 - 1.50€

Editorial

Un monde de guerres continuelles ? Ou enfin un monde en paix ?

Les pacifistes savoyards ont marqué le département de leurs initiatives pour la paix. La situation au Moyen Orient implique évidemment de continuer ce combat, en mobilisant, bien sûr, mais aussi en expliquant et en mettant en avant des solutions politiques pour sortir des logiques bellicistes.



Pour répondre à l'attaque du 1^{er} avril contre le consulat iranien à Damas (*qui a fait 7 morts, dont un général*), Téhéran a inondé Israël de drones dont la République islamique savait très bien qu'ils n'auraient pas une grande efficacité. L'attentat de Damas était-il destiné à provoquer une réaction de Téhéran au moment où la politique criminelle d'Israël à Gaza était de plus en plus critiquée ? Ce n'est pas qu'une question.

Car, au moment où nous écrivons, les obus continuent de pleuvoir sur les Palestiniens de Gaza (*Le risque d'un génocide est réel !*), mais les capitales occidentales ne parlent plus que de la riposte de l'Iran contre Israël. Le sordide calcul politicien de Benyamin Netanyahu (*provoquer une réaction de l'Iran pour détourner le regard populaire des exactions israélienne à Gaza*) ne trompera que ceux qui veulent bien l'être ! Pire même, certains semblent se féliciter d'une possible « *escalade militaire* » ! Dans le Dauphiné libéré, François Heisbourg (*qui se présente comme « conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique »*) affirme : « *La riposte de l'Etat hébreu risque d'être importante, et pas de nature limitée comme l'attaque contre le chef des pasdarans à Damas* ». Finalement, l'attentat de Damas n'était que de la gnognotte et on ne comprend pas pourquoi l'Iran en fait un fromage... Ce grand « *spécialiste* » conclut en souhaitant que la France assume sa participation à la défense militaire d'Israël !

Ces propos bellicistes sont totalement irresponsables.

Pour les communistes, la guerre n'est jamais la bonne réponse aux conflits. C'est l'horreur avec son lot de morts, d'amputés, de défigurés, de femmes et d'enfants massacrés. Ça ne fait

qu'attiser les haines au lieu d'aller vers les coexistences. Aujourd'hui, des conflits armés ensanglantent de nombreux secteurs de notre planète. Ils sont souvent alimentés par le refus de reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut partir de là pour aller vers la paix.

C'est tout particulièrement vrai pour la guerre commencée en Ukraine par la Russie, et pour l'attaque israélienne sur Gaza. Lors de leur rencontre publique à Chambéry, Fabien Roussel et Léon Deffontaines ont été très clairs : il faut travailler à une solution négociée entre l'Ukraine et la Russie, sachant que la Russie doit sortir d'Ukraine. Les forces existent dans le monde pour pousser dans ce sens.

La situation catastrophique des populations de Gaza implique un cessez-le feu immédiat et durable. Et, pour sortir de ce conflit meurtrier, il faut obtenir « *la reconnaissance de l'Etat de Palestine aux côtés d'Israël* », le droit des Palestiniens à une terre comme prévu dans les résolutions de l'ONU, ce qui passe par le démantèlement des colonies israéliennes.

Rappelons ce qu'écrivait, il y a deux ans, Pascal Torre (*responsable adjoint du secteur international du PCF*) : « *Notre responsabilité est de tout faire pour prévenir une escalade militaire qu'Israël prépare, et retenir la France de s'y laisser entraîner* ». Cette lucidité est toujours actuelle. Il faut tout faire pour donner sa chance à la paix. Le vote pour la liste conduite par Léon Deffontaines aux européennes portera ce message. Il faut s'en saisir.

Alain Dupenloup

Le mercredi 1^{er} mai sera une forte journée de mobilisation syndicale. Nationalement, les organisations CGT, FSU, Solidaires, Unef, Fage et MNL ont signé un communiqué commun disant : « Le 1^{er} mai doit être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle femmes-hommes ». Les syndicats feront connaître les initiatives savoyardes.

Le samedi 4 mai,

meeting dans la salle polyvalente de La Bathie
avec, à 11h, **Marc Dorel**,
candidat aux élections européennes sur la liste
conduite par le communiste Léon Deffontaines.

Il détaillera les enjeux et les objectifs de la liste.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la fête de La Liberté organisée par les communistes d'Arlysière. Après le meeting, un repas convivial sera proposé pour la somme de 25 euros (*inscriptions au 06 11 67 82 73 ou au 04 79 32 60 77*). Le bal de l'après-midi sera animé par l'orchestre « Duo Musette Live ».

Du 3 au 5 mai, au cinéma L'Astrée à Chambéry, **week-end du cinéma palestinien**. Le vendredi 3 mai, à 20h30, « Une orange de Jaffa », grand prix du court-métrage à Clermont-Ferrand. Le samedi 4 mai, à 20h30, « Yallah Gaza ». Le dimanche 5 mai, à 10h50, « Bye bye Tibériade ». Le dimanche 5 mai, à 16h30, « Le déserteur ».

Vente d'infusions et de thé par la section chambérienne du PCF (5 euros la boîte), des produits bio proposés par « la coopérative française ». Pour tout achat, s'adresser à la fédération de Savoie du PCF.

Sommaire

P 1: Editorial.

P 3:Chambéry: grève des écoles des Hauts de Chambéry

P 4: Bellentre: décision autoritaire du préfet.

-Le logement dans les stations de ski

P 5:Extrême droite: riposter en dénonçant et en expliquant.

P 6: Auvergne-Rhône-Alpes.

- Les brèves

P 7: Albertville: des projets pour la ville.

-Chambéry: visite de la consule d'Arménie

P 8: Allos sports

-Billet d'humeur

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom..... ✂

Adresse

Code postal.....Ville.....

Email:

30 euros

à renvoyer avec le règlement à :
Les Allobroges Savoyards, 326 avenue
Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Abonnement

Soutien à partir de 40 euros

Réabonnement

Date

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000
Chambéry

Directeur de la publication :
Alain Dupenloup

Commission paritaire 0225 P 11348
Tél. 09 80 90 06 19

Rédaction: lesallobroges73@gmail.com

Imprimé par nos soins

Chambéry

Grève dans les écoles des Hauts de Chambéry.

Les deux syndicats majoritaires de l'enseignement du 1^{er} degré (*écoles maternelles et primaires*), la FSU-SNUipp et le SE (UNSA) ont publié un communiqué commun pour expliquer et soutenir la grève du 9 avril de plus de 50 enseignants des écoles des Hauts de Chambéry.

Le communiqué des syndicats.

La FSU-SNUipp et le SE écrivent : « *La grève du 9 avril des écoles des Hauts de Chambéry a concerné la quasi-totalité des écoles du REP+. Les grévistes dénoncent les nominations de plus en plus arbitraires d'enseignants sur certains des postes de ces écoles, appelés postes à exigences particulières. Les enseignants postulant sur ces postes sont soumis à un bref entretien où, en 15 minutes, on estime leur capacité à les occuper, sans tenir compte, ni de leur ancienneté (Les REP comptent aujourd'hui beaucoup de personnels expérimentés. Ndlr), ni de leur expérience, ni de leur engagement dans l'école (...). Cette méthode de management, brutale et inhumaine, se développe dans de nombreux départements* », bien que la cour administrative de l'Hérault l'ait retoquée ! La FSU-SNUipp et le SE ont apporté leur soutien aux grévistes chambériens et exigé que le directeur académique de la Savoie renonce à ce mode de nomination autoritaire, inefficace et injuste. Le temps où les commissions paritaires présidant aux nominations comptaient en leur sein des représentants syndicaux est révolu, ce sont en général deux inspecteurs qui « *jugent* » maintenant au bout de 15 minutes d'entretien. Le contenu du « *jugement* » est politique : on demande, en fait, aux postulants de porter les choix du ministère.

Que sont les REP et les REP+ ?

Les écoles classées REP ou REP+ font partie, comme l'indiquent leurs initiales, des « *réseaux d'éducation prioritaire* ». Ils concernent, le plus souvent, des élèves issus des milieux populaires, et qui rencontrent des difficultés scolaires et sociales. Internet précise : « *Ce sont souvent des élèves dont les parents ont de faibles revenus, et qui sont davantage touchés par l'échec scolaire que les autres* ».

Les établissements classés REP+ concernent les quartiers qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales et scolaires, et donc des élèves encore plus défavorisés que les autres.

Le but des établissements REP et REP+ est de « *corriger l'impact des inégalités sociales et économiques sur la réussite scolaire, en offrant aux élèves un soutien plus important, un plus large accompagnement dans leur apprentissage* », avec, par exemple, des classes moins chargées.



Prôner une nomination autoritaire des enseignants n'est pas anodin !

On voit bien, avec la définition des REP et des REP+, que la remise en cause de l'expérience acquise par les enseignants est grave. Vouloir lui préférer des nominations décidées après un court entretien montre un vrai mépris des objectifs pédagogiques et humains des réseaux d'éducation prioritaire, voire une sorte de volonté de « *mise au pas* » de la recherche pédagogique. Les critères retenus lors des entretiens ne seront-ils pas l'obéissance aux objectifs imposés par le ministère, l'adhésion à une politique incarnée par « *le choc des savoirs* », la mise en œuvre obligée d'évaluations nationales qui « *photographient* » la situation scolaire des enfants sans avancer aucune pratique pédagogique adaptée pour leur permettre de progresser ? On s'interroge !

Le PCF propose et demande.

Il est clair qu'Emmanuel Macron entend livrer des pans entiers du système éducatif au privé (*Avec l'approbation de la droite et du RN*). Il veut livrer le marché du savoir au capital. Le PCF, au contraire, demande que les aides aux établissements privés soient modulées selon des critères de mixité sociale, et qu'on redonne à l'école publique les moyens d'accueillir tous les élèves.

Le PCF propose « *un plan d'urgence pour l'Education* » visant à la réussite de toutes et tous. Cela passe par le recrutement de personnels bien formés (*avec un haut niveau de formation sur les contenus, la pédagogie, la compréhension des difficultés scolaires*) et bien rémunérés (*la revalorisation salariale est indispensable !*), par la titularisation des contractuels.

Par leur grève massive, les enseignants des Hauts de Chambéry ont lié la transparence des nominations à la défense de l'Ecole publique et à l'avenir des jeunes scolarisés. Ils doivent être écoutés et entendus.

Bellentre

Contre l'avis majoritaire de la population, le préfet refuse la défusion.

En Tarentaise, la commune de Bellentre s'est retrouvée intégrée dans « la commune nouvelle » de La Plagne-Tarentaise, sans que la population ait été consultée de quelque manière que ce soit. Les regroupements de communes ont toutes été faites ainsi « à l'emporte-pièce » sans consultation des habitants, donnant d'ailleurs parfois d'étranges résultats : en Tarentaise, Fontaine-le-Puits et Salins-les-Thermes ont fondé la commune nouvelle Fontaine-Salins, dont la cohérence géographique n'est pas évidente, tandis que Villarlurin s'est retrouvé dans Les Belleville.

La genèse du regroupement.

En 2016, Bellentre (900 habitants), fusionne avec La Côte d'Aime, Mâcot La Plagne et Valezan pour former La Plagne Tarentaise. Mais, comme le raconte la journaliste Emeline Devauchelle, « quatre ans plus tard, des anciens élus bellentrais commencent à dénoncer le non-respect de la charte fondatrice de la commune nouvelle, des problèmes d'entretien, de gestion financière, et un favoritisme envers le chef-lieu Mâcot (d'où est originaire le maire de La Plagne-Tarentaise) ».

Une résistance majoritaire.

Une partie très importante de la population et d'anciens élus demandent alors que Bellentre retrouve son « indépendance ». Deux pétitions écrites dans ce sens recueillent les signatures de plus de 40% de la population ! L'élection d'une « commission

consultative » est largement remportée par les partisans de la défusion (60% de participation avec 70% des voix en faveur de la séparation !). Malgré cette forte volonté, clairement et majoritairement exprimée, de quitter la commune nouvelle de La Plagne, le préfet de la Savoie s'y est opposé !

Des « arguments » peu convaincants.

La commissaire-enquêteur (dont l'avis a été repris par le préfet) écrit dans son rapport que « la demande des Bellentrais ne comporte pas d'analyse d'impact ». Pourquoi, la fusion en comportait ? Elle écrit aussi que « le manque d'équité dans la répartition territoriale des investissements n'est pas établi ». Si les deux derniers maires de Bellentre demandent la défusion, ce ne doit pas être pour rien : ils sont particulièrement bien placés, eux, pour juger de l'équité des choses !

Le fond des choses.

Si le préfet refuse la défusion, c'est évidemment parce que l'exemple de Bellentre pourrait susciter des vocations dans d'autres anciennes communes intégrées sans débats à des communes nouvelles. L'exemple pourrait être contagieux ! Mais le préfet et son ministre de tutelle devraient se méfier : le rejet des grandes structures est une exigence de démocratie de proximité qui ne disparaîtra pas comme ça. Car la pratique démocratique est indispensable au consensus républicain.



Le logement dans les stations de ski.

Entre 2015 et 2021, la station de ski de Tignes a perdu 500 habitants, sur un total de 2500. Ce n'est pas rien. Et beaucoup de stations de ski ont le même problème : leurs jeunes et les saisonniers les délaissent du fait de logements bien trop chers, de loyers bien trop élevés.

Le maire de Tignes explique : « les jeunes qui veulent s'installer ne peuvent trouver de superficie convenable. Un 60 m² revient à 600 000 euros ». Il propose donc de construire des appartements en accès à la propriété, que l'on pourra acheter « à un prix moyen de 3 500 euros le m² ». On se demande dans quel monde vit l' élu : 3 500 € le m² ! Le social est devenu hors de prix...

A Val d'Isère, le maire exige des promoteurs qu'ils réservent 25% des bâtiments construits à un citoyen « local ». Mais, là

encore, le social n'est pas assuré. Il est des « locaux » qui sous-louent, et à bon prix !

A La Plagne, pour 700 salariés, il n'y a que 27 logements saisonniers ! La Maurienne, pour sa part, compte une vingtaine de stations qui emploient environ 6 000 personnes, avec 3 600 saisonniers l'hiver (dont 60% vient de l'extérieur de la vallée) et 1 500 l'été. La question du logement pâtit du fait que les logements disponibles vont désormais aux travailleurs du Lyon Turin.

La question du logement n'est donc pas une « petite » affaire et même des maires de stations importantes se rendent compte qu'il serait temps de s'en occuper. Mais, pour s'en occuper vraiment et durablement, il faut sortir des habitudes et des « logiques » financières pour faire du social une nouvelle façon de gérer. Nous y reviendrons.

Extrême droite :

riposter en dénonçant et en expliquant !

L'extrême droite frappe et s'implante en Savoie.

Après avoir plusieurs fois tenté de pénétrer dans les locaux de la fédération de Savoie du PCF, à Chambéry (*occasionnant des dégâts non remboursés par les assurances*), les fachos savoyards ont collé des affiches saluant l'action de Philippe Pétain (*Le « chef » de l'État collaborationniste entre 1941 et 1944*) sur les murs de l'Université. Ce n'est pas anodin. Certains de leur impunité, les fachos locaux s'appuient sur les sondages favorables au Rassemblement national pour se croire tout permis et réécrire le passé.

Ainsi, à Vézeronce-Curtin, dans l'Isère, des néo-nazis ont retenu la salle communale pour fêter un anniversaire, l'anniversaire de la création du parti nazi en Allemagne, en 1920 !

Enfin, la présence de l'élue européenne RN Marie Dauchy à St Jean de Maurienne (*où elle est aussi élue municipale*) constitue une véritable « *pollution sociale* » de la commune où elle transforme chaque petite « *incivilité* » en un abominable drame dû, bien sûr, à l'immigration. En de nombreuses communes, le score électoral du RN inquiète.

Il y a des réactions, mais le décryptage du discours s'impose.

Evidemment, les militants de progrès ne restent pas sans réagir. Un rassemblement s'est tenu à Chambéry devant la fédération du PCF après une des agressions dont elle a été victime. Suite au collage d'affiches pétainistes sur les murs de l'université, à Jacob-Bellecombette, des étudiants antifascistes ont animé un après-midi de sensibilisation en placardant 113 portraits de résistants dans un des bâtiments. Mais il faut également décrypter les éléments de langage et pointer les mensonges du RN.

Décryptage de deux propos du RN.

Jordan Bardella dit : « *Nous avons assez payé pour une immigration de guichet social entretenue par vos impôts* ». C'est ignoble : les migrants ne cherchent pas « *un guichet social* », d'ailleurs construit par des ministres communistes, mais ils cherchent à fuir la guerre, le racisme, la pauvreté.

Marie Dauchy dit : « *L'union européenne veut la mort des indépendants. Elle impose la folie normative pour pousser les indépendants vers le salariat* ». Eh bien non, ce n'est pas l'Europe qui veut la mort des indépendants, c'est le capitalisme qui pousse aux concentrations au profit des grosses

Les fantasmes hallucinés du RN.

Le RN et l'extrême droite européenne ont entraîné dans leur sillage la droite française et la commission européenne. C'est à qui dénoncera le plus la « *submersion étrangère* » qui menacerait notre « *civilisation* » (*Sûrement celle de la St Barthélémy, de la chasse aux juifs organisée par Pétain, des maquisards fusillés, des grévistes matraqués, des manifestants tués, des tortures en Algérie, et de la dictature patronale !*). En fait, il n'y a aucune submersion, alors même que notre pays a besoin de l'immigration !

En effet, comme l'explique un journaliste du DL, « *la population active de l'Europe diminuant d'environ un million de personnes chaque année, l'immigration est une partie de la solution au problème* ». Depuis 2012, le nombre de morts est plus important que le nombre des naissances, et ce, dans un écart croissant ! Marine Le Pen et son clone savoyard Marie Dauchy l'ont compris qui en appellent stupidement à une plus grande fécondité féminine ! Faites des enfants et taisez-vous ! C'est lamentable !

Outre la nécessité humaine, fraternelle, d'accueillir des immigrants, leur arrivée redonne donc aux pays européens un équilibre démographique qu'ils n'avaient plus. Le RN ne peut pas le reconnaître car cela enlèverait toute crédibilité à son fonds de commerce raciste.

Le RN et le pacte asile et immigration.

Alors que le pacte asile et immigration de Bruxelles va couvrir les intimidations, la répression, la violence imposées aux migrants, le RN en demande encore plus, écrivant : « *Le projet de la Commission européenne, c'est la submersion et le remplacement des Européens par une population venue du Sud* ». La meilleure réponse à apporter à ces propos (*qui relèvent de l'hôpital psychiatrique*), c'est le vote Léon Deffontaines aux élections européennes !

sociétés. Mais Marie Dauchy ne veut pas critiquer le système qu'elle défend.



Maria Dauchy en pleine réflexion

Et un demi-milliard à ma droite, qui dit mieux ?

La préfète de région lance le mois de la ruralité.

Vus les débats qui animent le monde paysan et la légitime montée des exigences écologiques, Fabienne Buccio, la préfète de la Région Auvergne Rhône-Alpes, a lancé « *le mois de la ruralité* ». Evidemment, elle n'innove pas. Elle a pour objectif « *de promouvoir les dispositifs actuellement mis en œuvre par l'Etat en faveur du monde rural* ». C'est bien, mais le gouvernement n'entend pas remettre en cause le financement à l'hectare par la PAC.

Fabienne Buccio oublie que des choses avaient été faites !

Si la préfète reconnaît « *le sentiment d'abandon existant dans les territoires ruraux* », elle ne propose ni relance de grands services publics, ni abandon de la tarification à l'acte pour les hôpitaux publics ! Elle affirme simplement qu'elle fait ce qu'elle peut avec « *un mois de la ruralité* ». Elle affirme ainsi que « *l'Etat peut financer des emplois de techniciens, quand l'ingénierie manque, afin de permettre la concrétisation de projets* ». Le langage est maîtrisé, propre sur lui, très jargon administratif. Ce qui permet à Fabienne Buccio de passer sous silence qu'avant la présidence régionale de Laurent Wauquiez, le socialiste Jean-Jack Queyranne intervenait dans ce financement. Laurent Wauquiez a tout remis en cause.

L'Etat cherche-t-il à se de se défaire de son rôle ?

Pour la préfète de région, l'Etat peut intervenir partout pour la ruralité. Elle annonce qu'une enveloppe de 500 millions d'euros est prévue à cet effet. Par exemple, des « *médicobus* » seront financés pour proposer « *une offre itinérante de médecine générale ou de spécialité dans les zones rurales* ». Il ne s'agit pas de tout critiquer, et les « *médicobus* » peuvent améliorer la proximité, mais n'est-ce pas aussi une manière de compenser « *à moindre coût* » l'insuffisance de médecins, la casse de l'hôpital public et le financement parfois difficile des maisons de santé ?

Fabienne Buccio pointe également, comme secteurs d'intervention alimentés par les 500 millions, « *les transports, les services publics, l'éducation, la culture* ». Quand on sait le sort réservé aux services publics, fermés, privatisés, menacés d'une nouvelle cure d'austérité par Bruno Le Maire, quand on sait qu'à l'école « *le choc des savoirs* » recouvre une nouvelle ségrégation sur la base de l'origine sociale, on peut penser que Fabienne Buccio fait un peu d'esbrouffe.

En Maurienne, de l'argent pour les bureaux d'études ?

Cette façon préfectorale d'annoncer des sommes « *qui étonnent* » est une manière d'éviter le débat démocratique. On retrouve la même chose en Maurienne. Après l'annulation de son Scot par le tribunal administratif, le Syndicat du Pays de Maurienne prévoit 210 000 euros d'études supplémentaires pour trouver une solution. Avant que le libéralisme n'imprègne tout, ce sont des fonctionnaires qui faisaient le travail. Aujourd'hui, ces 210 000 euros vont-ils aller à un, ou plusieurs, bureaux d'études ? Le, ou les mêmes qui ont contribué au fiasco du Scot ? La question de fond est celle du contrôle citoyen des choses, un contrôle rendu plus difficile encore par la longueur couverte par le syndicat de pays : 120 km de long. Le retour du contrôle citoyen passe par des structures moins grandes. Et cela concerne aussi les régions.

Les brèves

Sur le plateau des Glières, Emmanuel Macron a salué le courage des maquisards de toutes origines, qui ont su « *dire non* » au nazisme et au vichysme. On peut ajouter à cet hommage mérité que le CNR avait élaboré un programme de changements pour une France sociale mettant la finance au pas à l'inverse de la politique de Macron.

A Albertville, une société croate de VTC s'est retrouvée devant le tribunal correctionnel de la ville : le gérant ne déclarait ni chauffeurs, ni bénéficiaires. Enfin un patron qui avait réglé la question des normes étouffantes... Il a déclaré qu'il ignorait qu'il devait déclarer ses salariés travaillant en France, vu qu'ils partaient de la Suisse (*Souvent Genève – Val Thorens, ou Genève – Courchevel*). Mais il a dû répondre de 6 infractions ! Les normes, on vous dit, les normes !...

Philippe Gamen, maire du Noyer (Bauges) a été président de l'agglomération Grand Chambéry de juillet 2020 à septembre 2023, mois où il avait démissionné, « *pour raison de santé* ». Le jeudi 4 avril, il a été élu président de la Fédération des parcs naturels régionaux de France, qui regroupe les 58 parcs du pays. On est content pour lui, sa santé doit aller mieux...

Vincent Rolland, député LR de la 2^{ème} circonscription, a répondu au rapport de la Cour des comptes (*qui estimait que les stations de ski allaient dans le mur*). Il a répondu que, on cite : « *Nous ne bétonnons plus la montagne et, depuis 70 ans, les montagnards s'attachent à préserver le milieu où ils vivent* ». Vincent Rolland devrait sortir un peu, il découvrirait ainsi de nouvelles constructions à St Martin, à Valmorel, dans d'autres stations. Et cesserait de dire des sottises.

Albertville

Des projets de la mairie pour la ville : attractifs, utiles, proches ?

A Albertville, plusieurs dossiers, dont certains en liaison avec la communauté de communes Arlysère, sont à l'étude à plus ou moins longue échéance et peuvent servir à la rénovation et au réaménagement de plusieurs lieux importants pour le quotidien des habitants de la cité olympique.

Après l'obtention du permis de construire par l'acquéreur, on parle depuis plusieurs mois de la rénovation du Château Rouge de Conflans dont le chantier pourrait commencer cet été, pour transformer l'édifice en un restaurant (100 couverts) et en un hôtel, avec, à proximité, un parc de stationnement accueillant des véhicules électriques. Quelle clientèle sera concernée par les tarifs pratiqués ? Est-ce que ce complexe, nouveau venu dans le site de Conflans, s'intégrera bien dans un ensemble plutôt cohérent, pour attirer tous les publics ?

Par ailleurs, nombre de questions subsistent pour la maison Aubry que la ville souhaite vendre pour loger des personnes handicapées qui vivraient en autonomie dans des appartements près desquels se trouveraient des salles de réception pour accueillir parents et amis. Cette rénovation prendra sans doute du temps pour conserver et aménager ce bâtiment apprécié, dans le patrimoine de la cité. Quant au cinéma multisalles, le dossier indique qu'on semble enfin avoir trouvé un lieu d'implantation, entre le commissariat et le parking du Pénitencier. Cinq salles sont prévues. Le bâtiment comprendrait aussi des bureaux et des logements. Le Pénitencier serait remodelé et il y aurait deux niveaux de parkings souterrains.



Compte-tenu de la fréquentation actuelle, affaiblie depuis le Covid, ce projet sera-t-il viable ?

Pour compléter ces projets, la mairie souhaite « *recréer un beau quartier de la Gare* ». Pour cela, elle vient d'acquérir le bâtiment Terminus (370 000 euros) qu'elle projette de remplacer par un immeuble avec des logements, des commerces et du stationnement. De plus, elle veut aménager le parvis de la gare et transformer le rond-point souvent décrié par les usagers, cyclistes et automobilistes.

Pour tous ces projets et pour les travaux de peinture sur les pistes cyclables, d'importantes sommes d'argent vont être nécessaires. Dans une période où les déficits publics sont importants, les collectivités locales, le Département et la Région pourront-ils aider suffisamment Albertville pour la réalisation de projets qui ne manquent pas d'intérêt, ni d'ambition ?

G. S.

Chambéry

Visite de la consule d'Arménie



Quand on connaît l'importance de l'engagement des Arméniens communistes dans la résistance au nazisme, quand on sait la solidarité des communistes français envers le peuple arménien, on accorde une importance particulière à la visite de la consule générale d'Arménie.

C'est pour voir l'exposition du PCF, relative au groupe Manouchian, que Madame Nariné Nikolyan, consule générale de la république d'Arménie à Lyon, s'est rendue le jeudi 4 avril en la mairie de Chambéry.

Elle a été accueillie par Michel Camoz, chargé des affaires internationales à la mairie, et par Jean-Claude Benoit, secrétaire de l'Amicale des Vétérans et de la Mémoire pour le PCF. Après le tour de l'exposition, une rencontre a eu lieu pour évoquer le passé (*et donc Missak Manouchian*), mais aussi l'actualité de cette république encore menacée aujourd'hui par son voisin. Afin d'établir de nouvelles relations en Savoie, la consule d'Arménie envisage une participation arménienne lors du Marché des continents les 14 et 15 juin.

Cyclisme. Nouveau « *Lion des Flandres* », Mathieu Van Der Poel a rejoint A.Buysse, F. Magni, E. Leman, J. Museuw, T. Boonen et F. Cancellara dans le cercle des vainqueurs du « *Ronde* » à trois reprises. Et, en triomphant dans Paris-Roubaix, conseillé par son père Adrie et fort de l'héritage de papy Poulidor, il a réussi un doublé magistral avec 3 minutes d'avance sur le 2^{ème}, son équipier Philipsen.

Dans l'équipe chambérienne AG2R, Lapeira réussit la passe de trois avec un beau succès lors d'un sprint au Tour du Pays basque, perturbé par les chutes. Enfin, B. Cosnefroy s'octroie la 2^{ème} place du Tour des Pays de Loire avant de remporter brillamment la Flèche brabançonne.

Football. En Ligue 2, les Verts de St Etienne poursuivent leur ascension vers la Ligue 1 avec un 7^{ème} succès en 8 matchs. Par ailleurs, la remontada d'Annecy mérite d'être soulignée car les Haut-savoyards n'ont pas perdu le Nord en battant Dunkerque puis Valenciennes. Quant à Grenoble, la cote d'alerte se rapproche.

En Nationale 3, Chambéry FC est revenu de Chassieu-Décines avec une victoire qui consolide sa place dans le trio de tête.

Rugby. Contre les Béarnais qui avaient mis la sauce, les Toulousains n'ont pas manqué de pot, grâce à un essai du seigneur de l'aile, Mathis Lebel. Puis, en Coupe d'Europe, le retour de la belle paire de demis Dupont-N'Tamack a propulsé les Occitans en 1/4 de finale.

En Nationale, avant-dernière danse victorieuse à Vienne pour le SOC qui, auparavant, a résisté à l'assaut des Périgourdins avant qu'un éclair offensif des locaux motive une superbe phase de jeu décisive. Le Soc a gagné sportivement le droit à la phase finale. Pourtant, Bourgoïn prétend, administrativement, le devancer, ayant pourtant été battu deux fois par les Chambériens. En fédérale 2, Montmélian garde le maillot jaune d'autant que ceux qui ont battu Aubagne ne sont pas légion, et en F 3 Aix les Bains obtient la 2^{ème} place qui évite un barrage souvent périlleux. Chez les Régionaux, La Motte et le CA Maurienne se sont soufler les titres alpins.

Handball. Rechute pour Chambéry SH, limogé par Limoges au Phare. La régularité semble fuir les équipiers de Mathé au logis et le partage des points à Ivry n'a pas convaincu. Du côté des Féminines, les Marmottes de La Motte qui n'ont pas le cerveau laid restent en haut de l'affiche.

Ski alpinisme. Deux Français Thibault Anselmet et Emilie Harrop viennent de remporter la Coupe du monde de cette discipline désormais olympique.

Hockey sur glace. Les Eléphants de Chambéry ont rivalisé avec Epinal dont ils ont brisé l'image pour accéder à la finale de D 1 qu'ils joueront contre Nantes, avec le soutien d'un public local réjoui, qui dit voir encore de beaux matchs.

Basket. Après leur belle série de victoires, les basketteurs d'Aix-Maurienne peuvent envisager le maintien en Pro B malgré un récent accroc contre St Chamond.

Gérard Simon.

Les acteurs de la filière logement en Auvergne-Rhône-Alpes viennent de créer « l'Alliance pour le logement » dans la région. Constatant que les difficultés d'accès au logement se font de plus en plus vives, ces acteurs du logement ont souhaité apporter leur contribution pour lutter contre cette crise du logement. Un machin supplémentaire pour faire semblant de régler un problème qui dépend directement de la politique ultra libérale mise en place dans ce secteur ? Bof, après tout cela ne mange pas de pain même si on peut beaucoup douter de son efficacité. Dans l'article du DL du 26 mars présentant l'initiative, il y a beaucoup de baratin pour pas grand-chose. « *Un travail collaboratif commun est engagé autour des sujets tels que le lien emploi-logement ou la définition de périmètres d'expérimentation* » ?! Tout cela aurait été écrit en Grec ancien que ce ne serait pas pire. Mais derrière ces vocables, qu'il y a-t-il réellement ? Une bonne volonté des promoteurs immobiliers d'agir pour le bonheur des gens ? On peut être quelque peu dubitatif. Une espèce de « *commission Théodule* » pour masquer les carences de ce gouvernement, et des précédents ? C'est possible.

Dans le même temps, comme dirait l'autre, le nouvel ensemble immobilier de la Cassine à Chambéry va rentrer dans une nouvelle phase. Piloté par Chambéry Grand lac économie (*syndicat intercommunal à vocation économique entre Grand Chambéry et Grand Lac*) cette zone d'aménagement concerté va recevoir essentiellement des bureaux. Décidément, on ne va pas en manquer, à Chambéry ! Mais une fois de plus, on continue cette politique de zonage de l'aménagement du territoire, ce qui entraîne les problèmes que l'on sait en matière de logements, de transports, de transports en commun et de vie de quartier. Dans cette future ZAC, il est quand même prévu des logements, 47 en accession libre et seulement 6 en logements sociaux. Alors qu'il manque cruellement de ces logements sur l'agglomération chambérienne, les décideurs amplifient encore cette carence. Mais cela ne fait rien, avec cette nouvelle Zac, « *cela va embellir l'entrée de Chambéry* » et on va permettre aux entreprises (*lesquelles ?*) d'avoir leurs bureaux dans la capitale de la Savoie. Tout cela nous fait une belle jambe !

Yves Grandjean